



## CHAPITRE 162

## CHAPTER 162

Loi constituant en corporation le Collège  
Marianopolis

An Act to incorporate Marianopolis  
College

[Sanctionnée le 2 février 1961]

[Assented to 2nd February 1961]

Préam-  
bule.

**A**TTENDU que dame Jeanne Brûlé, en religion Révérende Mère Sainte-Marie-Consolatrice, demeurant en la cité de Montréal, supérieure générale des Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame de Montréal, a, par sa pétition, représenté:

Qu'il existe en la cité de Montréal une institution dénommée Collège Marianopolis où les jeunes filles reçoivent l'enseignement classique conduisant au baccalauréat ès sciences et au baccalauréat ès arts;

Que cette institution est dirigée par des religieuses membres des Sœurs de la Congrégation Notre-Dame de Montréal;

Que cette institution s'est beaucoup développée depuis sa fondation;

Qu'il conviendrait qu'une corporation soit constituée et dotée des pouvoirs appropriés pour posséder et diriger ladite institution;

Que les autorités ecclésiastiques du diocèse de Montréal ont donné leur assentiment à ladite pétition;

Attenu qu'il y a lieu de faire droit à cette pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

**1.** Dans la présente loi

a) la "corporation" signifie la corporation constituée par la présente loi;

**W**HEREAS Dame Jeanne Brûlé, in religion Reverend Mother Sainte-Marie-Consolatrice, residing in the city of Montreal, superior general of Les Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame de Montréal, has, by her petition, represented:

That there is in the city of Montreal an institution called Marianopolis College, where young girls are given teaching leading to the degrees of bachelor of science and bachelor of arts;

That such institution is managed by nuns who are members of Les Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame de Montréal;

That such institution has progressed greatly since its foundation;

That it would be expedient that a corporation be constituted with suitable powers to hold and manage the said institution;

That the ecclesiastical authorities of the diocese of Montreal have approved the said petition;

Whereas it is expedient to grant such petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** In this act

a. "corporation" means the corporation incorporated by this act;

Preamble

Interpre-  
tation:  
"corpora-  
tion";

"commu- nauté";	b) la "communauté" signifie Les Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame de Montréal;	b. "community" means Les Sœurs de la Congrégation Notre-Dame de Montréal;
"institu- tion";	c) "institution" signifie le Collège Marianopolis mentionné dans le préambule de la présente loi;	c. "institution" means the Marianopolis College mentioned in the preamble to this act;
"visi- teur";	d) "visiteur" signifie la religieuse exerçant à l'occasion la fonction de supérieure générale de la communauté dont fait partie le collège ou toute religieuse de la communauté qu'elle désigne à l'occasion comme visiteur et qu'elle peut révoquer à volonté;	d. "visitor" means the nun for the time being acting as superior general of the community of which the college forms part or any nun of the community appointed by her at any time as visitor, whom she may dismiss at will;
"évêque".	e) "évêque" signifie tout clerc exerçant à l'occasion la fonction d'évêque catholique romain du diocèse où se trouve situé le siège social de la corporation.	e. "bishop" means any clergyman for the time being acting as Roman Catholic bishop of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated.
Constitu- tion.	<b>2.</b> Une corporation est constituée par la présente loi sous le nom de "Collège Marianopolis," en français, et de "Marianopolis College", en anglais.	<b>2.</b> A corporation is created by this act under the name of "Marianopolis College", in English and "Collège Marianopolis", in French.
Siège social.	<b>3.</b> Le siège social de la corporation est situé en la cité de Montréal.	<b>3.</b> The corporate seat of the corporation shall be in the city of Montreal.
Membre.	<b>4.</b> La corporation a comme membre la religieuse de la communauté nommée à l'occasion supérieure du collège par le visiteur, lequel a le pouvoir de la révoquer à volonté.	<b>4.</b> The nun of the community for the time being appointed superior of the college by the visitor, who shall have the power to dismiss such nun at will, shall be the member of the corporation.
Absence ou inca- pacité.	Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir de telle supérieure, la religieuse nommée à l'occasion assistante-supérieure du collège par le visiteur agit comme membre de la corporation.	In the absence or inability to act of such superior, the nun for the time being appointed assistant-superior of the college by the visitor shall act as the member of the corporation.
Carence de mem- bre.	La corporation subsiste malgré la carence de membre.	The corporation shall subsist notwithstanding that it may have no member.
Fins.	<b>5.</b> Les fins de la corporation sont l'éducation et l'instruction des jeunes filles.	<b>5.</b> The objects of the corporation shall be the education and instruction of young girls.
Pouvoirs corpora- tifs.	<b>6.</b> La corporation a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et spécialement elle peut: a) avoir un sceau et le modifier à volonté; b) ester en justice; c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise en relation avec ses fins; d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des maisons d'en-	<b>6.</b> The corporation shall have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and especially the following: a. to have a seal and alter it at will; b. to appear before the courts; c. to acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking in the pursuance of its objects; d. to acquire, establish, possess, maintain, administer and manage instructional

seignement ou d'éducation, résidences de religieuses ou d'étudiantes, maisons de repos, chapelles;

e) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal quelconque;

f) émettre, endosser, accepter et escompter des billets à ordre, lettres de change, mandats et autres effets négociables;

g) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi;

h) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou autrement affecter d'une charge quelconque ses biens meubles pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;

i) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanter, nantir ou mettre en gage;

j) notwithstanding les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, des biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommis conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280), ou à toute autre loi;

k) placer ses fonds de toute manière qu'elle juge appropriée, soit en son nom, soit au nom de fiduciaires;

l) accepter tout don, legs ou autre libéralité;

m) acquérir, posséder, administrer, louer et aliéner tous biens meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre quelconque;

n) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser, sur ses immeubles ou sur ceux dont elle a la jouissance, toutes constructions et ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, et contribuer ou aider de toute manière à l'érection, la réparation, l'aménagement, l'amélioration et la transformation de tels ouvrages et constructions;

o) pourvoir à l'éducation, la formation, l'instruction, la subsistance et l'entretien des personnes à son service et de celles qu'elle reçoit dans ses établissements;

or educational houses, residences for nuns or students, rest homes, chapels;

e. to bind itself and bind others towards it in any legal manner whatsoever;

f. to issue, endorse, accept and discount promissory notes, bills of exchange, orders for payment and other negotiable instruments;

g. to borrow money on its credit by any method recognized by the law;

h. to hypothecate or pledge its immovables, give in security or otherwise encumber its moveable property in any way to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations;

i. to issue bonds or other titles of indebtedness or securities and sell, exchange, mortgage or pledge the same;

j. notwithstanding the provisions of the Civil Code, to hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immovable property, present and future, in order to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by deed of trust in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280), or any other act;

k. to invest its funds in any manner deemed suitable, either in its own name or in the name of trustees;

l. to accept any gift, legacy or other liberality;

m. to acquire, possess, administer, lease and alienate any moveable and immovable property, by all legal methods and under any title whatsoever;

n. to erect, hold, repair, equip, improve, transform and utilize, on its immovables or on those of which it has the enjoyment, any buildings and works suitable for the pursuit of its objects, and contribute to or aid in any manner in the erection, repair, equipment, improvement or alteration of such works and buildings;

o. to provide for the education, training, instruction, sustenance and support of persons in its service and of those admitted to its establishments;

p) vendre, céder, échanger ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de ses entreprises et œuvres, gratuitement ou pour toute considération qu'elle juge appropriée;

q) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à favoriser la poursuite de ses fins, les mettre en œuvre, exercer les droits et privilèges et remplir les obligations qui en découlent;

r) s'associer avec toute corporation poursuivant des entreprises et des œuvres en relation avec ses fins et devenir affiliée ou fédérée à toute université canadienne;

s) accomplir toutes les autres choses qui sont propres ou se rattachent à la poursuite de ses fins ou à l'exercice de ses pouvoirs.

Immeu-  
bles non  
utilisés.

**7.** La corporation doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de sept années consécutives, n'ont pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

Règle-  
ments.

**8.** La corporation peut, à l'occasion, par règlement, établir, modifier et abroger des dispositions concernant

a) sa régie interne;

b) la nomination, les fonctions, les pouvoirs et les devoirs de ses officiers, agents et serviteurs;

c) la constitution et la régie de comités exécutifs, de comités spéciaux, d'organismes, de titulaires, qui peuvent être constitués ou nommés pour la poursuite de ses fins et auxquels peut être conféré l'exercice en tout ou en partie de ses pouvoirs;

d) la constitution et la régie d'un conseil de conseillers, dont le consentement préalable peut être requis pour l'accomplissement de certains actes;

e) l'administration, la gestion et le contrôle de ses biens, œuvres et entreprises;

f) la poursuite, d'une manière générale, de ses fins.

Approba-  
tion.

Ces règlements entreront en vigueur sur approbation du visiteur de la corporation.

Fonda-  
tions.

**9.** La corporation peut, avec l'autorisation de son visiteur et de l'évêque, accepter des fondations pour fins religieuses, charitables ou éducationnelles et,

p. to sell, assign, exchange or otherwise alienate all or any part of its undertakings and works, gratuitously or for any consideration deemed sufficient;

q. to conclude with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of its objects, carry out the same and exercise the rights and privileges and fulfill the obligations resulting therefrom;

r. to associate itself with any corporation pursuing undertakings and works connected with its objects, and to become affiliated or federated with any university in Canada;

s. to do any other things related or conducive to the pursuit of its objects and the exercise of its powers.

**7.** The corporation must dispose, within a reasonable delay, of immoveables which, for a period of seven consecutive years, have not been utilized for the pursuit of its objects.

Immove-  
ables not  
used.

**8.** The corporation may, by by-law, as occasion arises, make, amend and repeal provisions respecting

a. its internal management;

b. the appointment, functions, powers and duties of its officers, agents and servants;

c. the constitution and management of executive committees, special committees, boards, or officers who or which may be constituted or appointed for the pursuit of its objects and charged with the exercise of all or any of its powers;

d. the constitution and management of a council of advisers, whose previous consent may be required for the performance of certain acts;

e. the administration, management and control of its properties, works and undertakings;

f. the pursuit of its objects generally.

Such by-laws shall come into force upon approval by the visitor of the corporation.

**9.** The corporation, when authorized by its visitor and the bishop, may accept endowments for religious, charitable or educational purposes and consequently

Endow-  
ments.



conséquent, recevoir, comme dépositaire légal et représentant fiduciaire, les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autrement par le fondateur et s'obliger, comme tel, à accomplir les charges établies par ce dernier, la corporation n'étant tenue de leur accomplissement que sur les biens de la fondation et non sur son patrimoine personnel.

Patrimoine distinct.

Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct qui doit être géré et administré séparément. La corporation, pour chaque tel patrimoine, peut exercer tous les droits de propriétaire absolu et employer un sceau particulier; elle doit tenir pour chacun une comptabilité distincte qui doit en indiquer la consistance.

Contrôle.

Les droits de contrôle reconnus au visiteur et à l'évêque par l'article 15 s'appliquent à tout acte posé par la corporation en exécution des pouvoirs résultant du présent article.

Autorisation requise.

**10.** La corporation doit être préalablement et spécialement autorisée par son visiteur pour exercer, tant pour son patrimoine propre que pour celui des fondations, les pouvoirs suivants:

a) le pouvoir d'acquérir ou d'aliéner des immeubles;

b) le pouvoir de faire de nouvelles constructions;

c) le pouvoir d'établir, d'acquérir, d'aliéner ou d'abandonner une œuvre ou entreprise;

d) les pouvoirs énoncés aux paragraphes h, i, j, k, p, q et r de l'article 6.

Changement de siège social.

**11.** La corporation, autorisée à cette fin par son visiteur, peut changer l'endroit de son siège social, lequel doit néanmoins demeurer dans la province.

Changement de nom.

Elle peut, avec la même autorisation et sujet à la ratification du lieutenant-gouverneur en conseil, modifier son nom corporatif.

Avis.

Avis est donné au secrétaire de la province de tous tels changements ou modifications, et cet avis est publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fonds d'amortissement.

**12.** La corporation doit pourvoir à un fonds d'amortissement pour toute émis-

receive, as legal depositary and fiduciary agent, the property given or transferred by gift, will or otherwise, by the founder and bind itself, as such, to carry out the charges established by the latter, the corporation being bound to carry out the same with the property of the endowment only and not with its personal assets.

The property of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately. The corporation may exercise all the rights of absolute owner and use a special seal for each patrimony; it must keep a separate account for each showing the composition thereof.

Distinct patrimony.

The rights of control vested in the visitor and the bishop by section 15 shall apply to all acts done by the corporation in the exercise of the powers resulting from this section.

Control.

**10.** The corporation must be previously and specially authorized by its visitor to exercise, in respect of either its own assets or those of endowments, the following powers:

Special authorization.

a. the power to acquire or to alienate immoveables;

b. the power to erect new constructions;

c. the power to establish, acquire, alienate or abandon a work or undertaking;

d. the powers enumerated in paragraphs h, i, j, k, p, q and r of section 6.

**11.** The corporation, when authorized to do so by its visitor, may change the place of its corporate seat, which must nevertheless remain in the province.

Change of corporate seat.

It may, with the same authorization and subject to ratification by the Lieutenant-Governor in Council, alter its corporate name.

Change of name.

Notice shall be given to the Provincial Secretary of all such changes or alterations, and such notice shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Notice.

**12.** The corporation must provide for a sinking-fund for any issue of bonds or

Sinking-fund.

sion de bons ou d'obligations qu'elle peut consentir et qui n'est pas payable par échéances annuelles.

Certifi-  
cat.

Tous bons et obligations de la corporation doivent comporter un certificat muni du sceau du diocèse où se trouve son siège social et signé par l'évêque ou par un délégué de ce dernier, attestant que leur émission a été dûment autorisée par les autorités requises et qu'elle est à toutes fins régulière; tout tel bon ou obligation comportant un tel certificat est incontestable pour quelque cause que ce soit. L'évêque et son délégué n'encourent aucune responsabilité en raison d'un tel certificat.

Copie  
authen-  
tique.

La corporation doit conserver à son siège social une copie authentique de tout acte de fiducie qu'elle a consenti. Tout intéressé, à l'occasion et sans frais, peut consulter cette copie et en prendre extrait.

Déclara-  
tion.

**13.** La corporation doit produire au greffe de la Cour supérieure du district où se trouve son siège social une déclaration contenant les renseignements prévus au paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés (Statuts refondus, 1941, chapitre 277); la corporation doit aussi faire une semblable déclaration dans les cas visés au paragraphe 4 du même article.

Registres.

**14.** La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant

- a) une copie de la présente loi;
- b) les règlements adoptés en exécution des pouvoirs conférés par la présente loi;
- c) les nom, prénoms, nationalité, adresse et occupation de chaque membre et de chaque visiteur de la corporation, en indiquant pour chacun la date de son admission ou de son entrée en fonction et celle où il a cessé d'être membre ou d'exercer sa fonction;
- d) un résumé des dispositions des fondations acceptés sous le régime de l'article 9;
- e) les créances garanties par hypothèque sur ses immeubles, en indiquant pour chacune le montant capital, une description sommaire des immeubles hypothéqués et le nom du créancier ou, pour les émissions de bons, le nom du fiduciaire;

debentures which it may make and which is not payable by annual instalments.

Such bonds and debentures of the corporation must bear a certificate under the seal of the diocese in which its corporate seat is situated and signed by the bishop or his delegate, attesting that the issue thereof has been duly authorized by the required authorities and is in every way regular; every such bond or debenture bearing such certificate shall be incontestable for any cause whatsoever. The bishop and his delegate shall not incur any responsibility for the contents of such certificate.

The corporation must keep at its corporate seat an authentic copy of every trust deed to which it has become a party. Any person interested may refer to such copy and make extracts therefrom at any time and without cost.

Certi-  
ficate.

Copies of  
trust  
deeds.

**13.** The corporation shall file in the office of the Superior Court of the district where its corporate seat is situated a declaration containing the information provided for in subsection 2 of section 2 of the Partnership Declaration Act (Revised Statutes, 1941, chapter 277); the corporation shall also make a similar declaration in the cases contemplated in subsection 4 of the same section.

Declara-  
tion.

**14.** The corporation must keep at its corporate seat one or more registers containing

- a. a copy of this act;
- b. the by-laws made in the exercise of the powers conferred by this act;
- c. the surname, Christian names, nationality, address and occupation of every member and of every visitor of the corporation indicating, as regards each, the date of her admission or entry into office and the date when she ceased to be a member or to hold office;
- d. a summary of the provisions of the endowments accepted under section 9;
- e. the debts secured by hypothec on its immoveables, indicating for each the principal sum, a summary description of the immoveables hypothecated and the name of the creditor or, as regards bond issues, the name of the trustee;

f) tous autres renseignements exigés par ses règlements.

Preuve.

Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même des extraits munis du sceau de la corporation et certifiés par le membre ou le secrétaire de la corporation.

Extrait.

Toute personne intéressée peut les consulter et en obtenir, à ses frais, extrait certifié.

Pouvoirs  
du visi-  
teur.

**15.** Le visiteur peut en tout temps visiter la corporation et se rendre compte de tout ce qui concerne l'administration et la régie de ses œuvres et entreprises. Il peut, mais sans affecter les droits des tiers, l'obliger à faire tout ce qu'il juge utile ou nécessaire pour la régie, l'administration et le perfectionnement de telles œuvres et entreprises, et à cesser de faire tout ce qu'il juge inapproprié ou non nécessaire pour telles fins.

Évêque.

Pour tout ce qui concerne les fondations de la corporation, l'évêque jouit aussi des droits et pouvoirs reconnus au visiteur par le présent article.

Certifi-  
cat.

**16.** Un certificat du chancelier du diocèse de Montréal ou de tout diocèse comprenant dans ses limites l'endroit du siège social de la corporation constitue pour toutes fins la preuve *prima facie* qu'une personne occupe une fonction visée à la présente loi ou aux règlements de la corporation.

Dissolu-  
tion.

**17.** Le secrétaire de la province, à la requête de la corporation autorisée par son visiteur et par l'évêque, peut déclarer la corporation dissoute; cette dissolution ne prend effet qu'à compter du soixantième jour de la publication d'un avis à telle fin dans la *Gazette officielle de Québec*. Au cas de telle dissolution, les biens de la corporation, après paiement de ses obligations, sont dévolus à son visiteur.

Succes-  
sion.

**18.** A compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi

a) la corporation succèdera à l'institution existant en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, et sans aucune formalité autre que l'en-

f. any other information required by its by-laws.

Such registers shall make *prima facie* proof of their contents, as shall extracts sealed with the seal of the corporation and certified by the member or the secretary of the corporation.

Any person interested may consult them and obtain certified extracts therefrom at his own expense.

**15.** The visitor may visit the corporation at any time and satisfy herself as to all matters respecting the administration and management of its works and undertakings. She may, but without affecting the rights of third parties, oblige it to do whatever she deems useful or necessary for the management, administration and improvement of such works and undertakings and to discontinue doing anything which she deems inappropriate or unnecessary for such purposes.

In all matters respecting the endowments of the corporation, the bishop shall also enjoy the rights and powers conferred by this section on the visitor.

**16.** A certificate of the chancellor of the diocese of Montreal or of any diocese comprising in its limits the place of the corporate seat of the corporation shall constitute *prima facie* proof for all purposes that a person holds an office contemplated by this act or the by-laws of the corporation.

**17.** The Provincial Secretary, upon petition by the corporation authorized by its visitor and the bishop, may declare the corporation dissolved; such dissolution shall take effect only from and after the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*. In the case of such dissolution, the property of the corporation, after payment of its obligations, shall revert to the visitor thereof.

**18.** From the date this act comes into force

a. the corporation shall succeed to the institution existing under Part III of the Quebec Companies Act, and without any formality other than the registration

registrement contre ces immeubles d'un avis de la sanction de la présente loi, deviendra et sera propriétaire absolu de tout son actif et sera responsable de l'accomplissement de toutes ses obligations;

b) l'institution existant en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec cessera d'exister comme corporation sans aucune autre formalité de justice.

against the immoveables of a notice of the sanction of this act, become and be absolute owner of all its assets and be liable for the performance of all its obligations;

b. the institution existing under Part III of the Quebec Companies Act shall cease to exist as a corporation without any other legal formality.

Entrée en  
vigueur.

**19.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

**19.** This act shall come into force on the day of its sanction. Coming  
into force.